

Sommet extraordinaire de l'Union africaine sur le libre-échange

Kigali consacre la naissance du ZLEC

J.O.
Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, a pris part, hier, à Kigali au Rwanda, au sommet extraordinaire de l'Union africaine (UA) consacré à la création d'une Zone de libre-échange continentale (ZLEC). Un outil perçu comme essentiel au développement économique de l'Afrique, sur la base d'une hausse du commerce intra-africain. La naissance de cette entité économique, l'un des projets-clés de l'UA

pour renforcer l'intégration du continent, fait suite à deux années de négociations.

Ainsi, à l'ouverture de cette rencontre au sommet, Ali Bongo Ondimba a eu ses mots : «*En signant l'acte juridique de la zone de libre-échange continentale africaine, nous pouvons d'ores et déjà être optimistes. Elle favorisera la création de nombreux emplois et une croissance plus inclusive porteuse d'un développement harmonieux et équilibré pour notre continent.*»

Dans la même foulée, le président en exercice de la Communauté économique

des États de l'Afrique centrale (CEEAC) s'est voulu rassurant. «*La CEEAC a amorcé le processus de libéralisation et entend s'inscrire résolument dans le marché de la Zone de libre-échange continentale africaine. Nos États membres adoptent actuellement des mesures de suppression de visas d'entrée sur leurs territoires nationaux afin de favoriser la libre circulation des personnes et des biens.*»

De son côté, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat justifie la présence des dirigeants africains à Kigali "pour répondre à l'aspiration



Les chefs d'état et de gouvernement africains à l'issue du sommet extraordinaire de l'UA de Kigali.

de nos peuples à l'intégration et à l'unité". Non sans annoncer que l'accord établissant la ZLEC a été signé, dans la capitale rwandaise, par 44 pays du continent. Des poids lourds, comme l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Égypte, le Kenya ou encore la pourtant très protectionniste Algérie, ont signé cet accord qui entrera en vigueur dans un délai de 180 jours, après avoir été ratifié à l'échelle nationale par les pays signataires. Ce d'autant plus que la ZLEC doit permettre l'élimination progressive des droits de douane entre pays membres, favorisant ainsi le commerce au sein du continent et permettant aux pays africains de s'émanciper d'un

système économique trop centré sur l'exploitation des matières premières. A en croire les autorités de l'UA, la mise en œuvre de cette zone permettra d'augmenter de près de 60%, d'ici à 2022, le niveau de commerce intra-africain. Actuellement, seulement 16% du commerce africain s'effectue avec d'autres pays du continent. Ses défenseurs estiment qu'elle aidera à la diversification des économies et à l'industrialisation du continent, tout en lui offrant une plate-forme unique pour négocier de meilleurs accords commerciaux avec l'extérieur. D'ailleurs, selon M. Moussa Faki Mahamat, cette journée "marque une nouvelle étape

dans notre marche vers plus d'intégration, plus d'unité". Tout comme, il a déploré que "tant de proclamations restées lettre morte, tant d'engagements sans prolongement pratique qu'ils en sont venus à douter de la force de notre engagement". Et d'appeler les dirigeants africains à "confondre ceux qui, hors d'Afrique, continuent, dans une condescendance à peine dissimulée, de penser que nos décisions n'ont pas vocation à entrer dans le monde du réel". Enfin, la ZLEC, contenu dans l'agenda 2063 de l'UA, est un programme de développement à long terme qui prévoit de faciliter les flux de marchandises et de personnes sur le continent.

En marge du sommet extraordinaire de l'UA sur le libre-échange

Ali Bongo Ondimba échange avec ses pairs de la CEEAC

J.O.
Libreville/Gabon

LE chef de l'Etat a présidé, hier à Kigali, une rencontre avec les chefs d'Etat et de délégation des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). En sa qualité de président en exercice de cet organisme communautaire, Ali Bongo Ondimba a tenu à échanger avec les dirigeants de la CEEAC en amont de l'ouverture des travaux du sommet extraordinaire des chefs d'Etat

et de gouvernement de l'Union africaine sur le lancement officiel de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

Au cours de cette rencontre, le président de la République et ses pairs ont marqué leur forte détermination à accélérer le processus d'intégration de la communauté afin que celle-ci, comme a déclaré le numéro un gabonais, «*joue un rôle de locomotive pour l'Afrique.*»

Par ailleurs, lesdits dirigeants ont, durant cette réunion, souligné leurs préoccupations sur les

questions de paix, de sécurité et de stabilité, leviers nécessaires au développement de la sous-région en particulier et du continent africain en général.

Enfin, les présidents Ali Bongo Ondimba, Idriss Deby Itno (Tchad), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) et Faustin Archange Touadera (Centrafrique) ont exhorté la CEEAC à tout mettre en œuvre afin de rendre la communauté plus forte en mutualisant les moyens financiers en vue de l'arrimer au reste du continent en pleine mutation.

Coopération Gabon-Centrafricaine

Guy-Bertrand Mapangou reçu par Faustin Archange Touadéra

Christian KOUIGA
Bangui/Centrafricaine

Le ministre d'Etat gabonais en charge de l'Enseignement supérieur était porteur d'un message du président Ali Bongo Ondimba à son homologue centrafricain.



Photo : Kouiga

Le ministre d'Etat Mapangou, remettant le message du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, au président Touadéra.

MANDATÉ, jeudi dernier, 15 mars 2018, par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, auprès de son homologue centrafricain, Faustin-Archange Touadéra qui l'a reçu en audience, le ministre d'Etat gabonais en charge de l'Enseignement supérieur, Guy-Bertrand Mapangou, était porteur d'un message dont la nature n'a pas été dévoilée.

Notons, toutefois, que cette mission en terre centrafricaine intervient au lendemain de la visite effectuée à Libreville par le numéro un centrafricain, et après la décision prise par l'Etat gabonais, lors du dernier Conseil des ministres, de rapatrier définitivement à Libreville ses troupes en mission en RCA. Cela, après plusieurs années des soutiens multi-formes et permanents envers un pays et un peuple



Photo : Kouiga

L'émissaire gabonais répondant aux questions de la presse présidentielle centrafricaine.

frère divisés plongés dans une profonde crise intramuros. Laquelle met aux prises deux entités ethniques condamnées pourtant à vivre ensemble : les musulmans (Séléka) et les

chrétiens (Anti-balakas). Le Gabon, à lui seul, compte plus de 400 soldats pour le maintien de la paix en République centrafricaine, dans le cadre de la Mission des Nations unies.

www.ecig-gabon.com



ecig.gabon@gmail.com

OFFRE SPECIALE
DU 15 Février 2018
AU 30 Avril 2018

-25%
de Remise pour
autres quantités



3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT



PNEUS DU GROUPE
Continental

Nos points de vente
Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi
Tél : +241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45
OKALA à côté de BALLON D'OR ouvert 7/7 jrs Tél : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photos non contractuelles. Offre valable du 15 Février au 30 Avril 2018, uniquement sur paiement comptant. Dans la limite des stocks disponibles.